

SAUVER LE DARFOUR, SLD

10 rue Saint Claude 75003 Paris
06 16 01 73 40
www.sauverledarfour.org



**IL FAUT REUNIR
UNE CONFERENCE INTERNATIONALE**

Le Soudan a perdu la présidence de l'Union africaine qu'il convoitait, et l'ensemble des démocrates doivent s'en féliciter. L'Union Africaine et la Communauté internationale ont pour une fois réussi à former un front uni. Une pression diplomatique peut donc être efficace face ce régime autoritaire et dictatorial.

Dans le même temps, les Janjawids se regroupent et menacent au nord d'El Geneina, et le Président soudanais a reçu le soutien de la Chine.

A partir de 20h00
à l'Amphithéâtre
Espace Landowski,
28 avenue
André Morizet
Metro Marcel Sembat



MEETING DARFOUR
JEUDI 1er Mars 2007

EN PRESENCE DE REFUGIES DU DARFOUR, D'HUMANITAIRES
ET DES RESPONSABLES POLITIQUES :

FRANÇOIS BAYROU, RACHID KACI, BERNARD KOUCHNER,
FRANÇOIS HOLLANDE, CORINNE LEPAGE,
MARIE-NOËLLE LIENEMANN, PAUL QUILLES...

En silence, tout comme il y a
douze ans au Rwanda, se
déroule le premier GENOCIDE
du 21ème siècle dans une
région de l'Ouest du Soudan, le
Darfour.

Depuis l'hiver 2003,
300 000 hommes, femmes et
enfants
y sont morts

www.SAUVERLEDARFOUR.org

VENEZ NOMBREUX

Fred : 06 15 18 71 16 Mahor : 06 16 01 73 40
contact@sauverledarfour.org

Pire, Médecins du Monde a annoncé son départ du Darfour, et de nombreuses autres ONG se posent la question de la sécurité de leurs travailleurs et de leurs maintiens sur place. Une fois de plus, la catastrophe humanitaire risque donc de s'aggraver.

Pire, le Président français qui aurait pu proposer une solution de crise, jouer un rôle de médiateur, a organisé un mini-sommet de la HONTE à Cannes sur le risque d'embrasement régional sans faire du Darfour une priorité de son Agenda politique. Seule la question de la sécurité des frontières a été mise à l'ordre du jour... Triste 24^{ème} sommet des Dictateurs...

Malgré les prises de position quotidiennes de Ban Li Moon sur le Darfour, la bureaucratie onusienne ne réussie pas à faire entendre raison à Khartoum

Ces mois de janvier-février ont été à l'image de la pression internationale qui pèse sur le Soudan depuis 2003 : négociations, menaces, pressions et renoncements. Preuves de la complexité des influences et oppositions que suscite actuellement le régime de Khartoum.

Pourtant, l'ampleur des crimes perpétrés, conduit à une seule réponse : c'est bien le changement de régime qu'il faut obtenir pour assurer la paix durable dans la région.

Il faut rétablir la Démocratie au Soudan, il faut une force internationale de protection des populations civiles, IL FAUT CHANGER DE POLITIQUE ETRANGERE vis à vis de L'Afrique. IL FAUT REUNIR UNE CONFERENCE INTERNATIONALE sur le DARFOUR.

La bonne nouvelle ? Tous les candidats à la présidentielle française commencent à répondre à nos interpellations et à parler du DARFOUR. Ce 27 février 2007, le Procureur de la Cour Pénale Internationale dévoilera les noms des individus soupçonnés d'être impliqués dans les atrocités commises... L'heure du jugement, l'heure du changement d'attitude vis à vis de Khartoum a sonné. **La mobilisation est lancée, retrouvons-nous tous le jeudi 1^{er} mars à Boulogne** (Amphithéâtre Espace Landowski, à 20h00, 28 avenue André Morizet 92100 Boulogne Billancourt. M° Marcel Sembat) **pour montrer notre détermination à SAUVER les populations du Darfour.**

Mahor Chiche,
Président de Sauver Le Darfour, SLD

Appel des intellectuels du monde arabe

Depuis 2003, la guerre fait rage au Darfour. Elle a causé jusqu'ici la mort de près de 300 000 personnes, et chassé de leurs terres plus de deux millions d'autres après la destruction d'environ 80 % de leurs villages - soit un tiers de la population de la région. Malgré les multiples appels de la communauté internationale, les populations civiles continuent d'être les cibles quotidiennes des forces armées soudanaises et des Janjawids, milices armées par le régime militaire de Khartoum. Certaines factions des mouvements rebelles sont également responsables d'exactions et de violations des droits humains de la population du Darfour.

En dépit de la signature d'un accord de paix en mai 2006 entre une partie de la rébellion et le gouvernement soudanais, les viols massifs, les attaques contre les civils et le personnel humanitaire international se multiplient dans l'ouest du Soudan. Des crimes de guerre et des violations graves du droit international humanitaire continuent d'être commis en toute impunité. Les déplacements massifs de la population rurale vers les camps de réfugiés ont réduit à néant l'agriculture locale. La population dépend désormais de l'aide alimentaire internationale. Aux destructions liées à la guerre vient s'ajouter un risque de famine généralisée. Malgré la résolution 1706 du Conseil de sécurité des Nations unies, le pouvoir soudanais refuse catégoriquement le déploiement d'une mission internationale de maintien de la paix au Darfour. Les crimes commis dans cette région continuent de se perpétrer à huis clos.

Les signataires de cette pétition s'élèvent contre le silence du monde arabe sur ce drame et appellent les acteurs de la société civile, les responsables politiques, à agir auprès de leurs gouvernements et des organisations régionales pour qu'ils prennent clairement position en faveur d'un arrêt des combats et obligent le gouvernement soudanais à trouver une issue pacifique au conflit dans le respect des droits des habitants du Darfour.

Sauver Le Darfour soutient cet Appel et considère qu'il démontre que la crise du Darfour ne relève pas d'un éventuel choc des civilisations et que soutenir une intervention internationale n'est pas soutenir l'impérialisme mais l'humanisme !



M. Douste-Blazy et le Darfour



M. Philippe Douste-Blazy, Ministre des affaires étrangères, a été entendu, le mardi 9 janvier 2007, par la Commission des Affaires Étrangères, de la Défense et des Forces Armées du Sénat, que préside M. Serge Vinçon (UMP, Cher). (...)

« Le ministre s'est félicité que la communauté internationale dispose désormais d'un cadre unique agréé par les autorités soudanaises pour le règlement du conflit. Il a souhaité le déploiement rapide d'une force de l'ONU aux frontières du Tchad et de la Centrafrique, la prise en compte de la dimension régionale de la crise et la consolidation du processus de négociation politique. Il s'est néanmoins montré préoccupé face à la poursuite des violences au Darfour. Il a souligné que le Soudan, de par sa position géographique, ethnique et religieuse, est un pays charnière entre le monde arabe et l'Afrique ».

Après quatre années de négociations stériles avec le gouvernement soudanais, aucune solution sérieuse n'est actuellement proposée. Pire, les résolutions onusiennes demeurent inappliquées.

Depuis l'acceptation de son principe par le régime de Khartoum, la force hybride ONU/UA demeure une chimère, l'association Sauver Le Darfour, SLD demande à être reçue par M. Douste-Blazy et lui demande ce qu'il compte faire pour le Darfour ?

2^{ème} anniversaire de la signature de l'accord de paix entre le gouvernement soudanais et la rébellion sudiste



Après 21 ans de guerre civile, le gouvernement du Soudan et le MPLS ont signé le 9 janvier 2005 un accord de paix global. A l'occasion du deuxième anniversaire de la signature de l'accord de paix entre le gouvernement du Soudan et le Mouvement/l'Armée populaire de libération du Soudan (MPLS), un ancien groupe rebelle du Sud du pays, la Mission des Nations Unies au Soudan (UNMIS) a rendu hommage à la population soudanaise.

«L'UNMIS se joint à la population du Soudan dans les célébrations du deuxième anniversaire», indique un communiqué publié à Khartoum.

La Mission de l'ONU a salué les parties signataires de l'accord de paix pour les importantes réalisations de l'année 2006 et notamment le maintien du cessez-le-feu et l'établissement par le gouvernement d'unité nationale d'un gouvernement du Sud-Soudan. L'UNMIS a aussi mis en garde contre les défis qui attendent la population du Soudan en 2007, dont le redéploiement complet des forces armées et la préparation des élections de mi-mandat.

Le président chinois Hu Jintao au Soudan :

Le président chinois Hu Jintao a effectué début février une visite au Soudan, afin d'aborder les relations bilatérales et la crise du Darfour.

Pour améliorer son image au niveau international à la veille des jeux olympiques de Pékin 2008, la Chine semble essayer de trouver une issue à la crise du Darfour ; elle maintient cependant son exigence d'une solution concertée avec le gouvernement soudanais.

Si ces derniers temps, la position de la Chine a évolué, elle s'est par exemple abstenue sur le vote de la résolution 1706 ; elle demeure un soutien important du Soudan.

La Chine a un rôle à jouer dans la résolution pacifique du conflit du Darfour. Elle peut faire pression sur son allié soudanais à condition que la pression de la communauté internationale soit suffisamment forte. La Chine est aujourd'hui à la conquête de marchés en Afrique, et les jeux olympiques de Pékin 2008 doivent servir à donner une image de grande puissance à la Chine.

Sauver Le Darfour propose depuis longtemps de rallier la Chine à la mobilisation internationale, en la rassurant sur la continuité de ses exploitations pétrolières et minières au Soudan.

Le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki Moon assure que Omar El BECHIR va accepter une force hybride ONU/UA, or cela fait des mois que le Soudan refuse d'appliquer son engagement à accepter cette mutation de la force africaine.

L'une des clés de la sortie de crise passe par Pékin.

La Crise Somalienne et le Darfour

La guerre en Somalie a montré une certaine "modération" du régime d'Omar el BECHIR, car il ne s'est pas solidarisé avec les islamistes somaliens contre le gouvernement et l'armée éthiopienne.

Le régime de Khartoum, qui avait été critiqué par le numéro 2 d'al-Qaida Ayman al-Zaouahri, semble ne plus avoir de liens avec la mouvance Djihadiste internationale. Cette isolation du régime atteste de sa faiblesse.



L'illusoire force Hybride



L'Union Africaine (UA) a décidé de prolonger de 6 mois le mandat de sa force de paix (Amis) dans la province soudanaise du Darfour. Mais pour le *Président du Mouvement de Libération du Soudan (SLM) Abdelwahid Mohammed Ahmed Al-Nour*, le problème de cette force n'est pas son nombre, mais son mandat.

Quelque 7000 soldats de l'Union africaine (UA) patrouillent au Darfour, territoire enclavé aussi vaste que la France. L'ONU et l'UA avaient annoncé le mois dernier un accord prévoyant le déploiement d'une force «hybride» au Darfour, projet qui semblait avoir l'aval des autorités soudanaises. Mais Khartoum refuse toujours le déploiement de Casques bleus au Darfour. Aujourd'hui, cette force hybride n'a toujours pas été mise en place.

Journal de la campagne Sauver Le Darfour

La campagne de Sauver Le Darfour reçoit un accueil formidable ; plusieurs journaux grands publics ont repris ces visuels, et de nombreux élus locaux ont signé l'Appel. Du 25 janvier au 22 avril **plus de 50 débats publics seront organisés dans toute la France.**

La presse écrite et de nombreuses radios ont relayé le message de l'association :



Sauver Le Darfour, SLD 10 rue Saint Claude 75003 Paris - 01 48 04 08 66 - www.sauverledarfour.org

REMERCIEMENTS

Sauver Le Darfour, SLD remercie chaleureusement le groupe Publicis et en particulier Dominique C, pour leur investissement dans la cause du Darfour.

Spécial Forum SLD

Retrouvez toutes les informations, toutes les initiatives locales sur le FORUM de Sauver Le Darfour, SLD.

<http://www.sauverledarfour.org>

Pour que notre association continue son travail de mobilisation en France et en Europe faites un geste

devenez membre de SLD pour 20 Euros, ou faites un don

envoyez vos chèques à Sauver le Darfour : 10 rue Saint Claude 75003 Paris

<http://www.sauverledarfour.org>

contact@sauverledarfour.org

Sauver Le Darfour rencontre le chef des rebelles Al-Nour

Abdelwahid Mohammed Ahmed Al-Nour, Président du Mouvement de Libération du Soudan (SLM), était à Paris ce mardi 16 janvier 2007.

S'exprimant en arabe, il a mis les principaux responsables des grandes puissances face à leur inaction et leur responsabilité au regard de l'Histoire.

En effet, pendant qu'un piège se dessine - l'ouverture de négociations avec le régime illégitime de Khartoum-, «*le génocide continue au Darfour*».

Les six résolutions de l'ONU ne sont pas appliquées tandis que les bombardements, les massacres, les viols, l'afflux de réfugiés et de déplacés dans les camps se poursuivent. «*Le monde regarde cette crise, sans rien faire*».



Le Mouvement de Libération du Soudan (SLM) qui s'est réuni et a élargi sa base sociale et politique refuse de reprendre les négociations de paix avec le gouvernement soudanais tant que le nettoyage ethnique n'est pas stoppé. D'autant

qu'aujourd'hui plusieurs camps, comme celui de Kelma, sont sous la menace des forces gouvernementales.

Selon monsieur Al-Nour, l'Union Africaine et l'ONU sont paralysés et incapables de mettre fin au génocide. Emu, il a lancé ce cri : «*si vous voulez sauver mon peuple, il faut mettre fin au génocide aujourd'hui ! Pas demain !*».

Depuis février 2003, le conflit a fait 300 000 morts et 3 millions de déplacés. Sur le terrain, on estime à 10 000 le nombre de rebelles et à 20 000 le nombre de Janjawids (milices).

Le Mouvement de Libération du Soudan (SLM), qui est la plus importante

organisation d'opposition soudanaise, a affirmé son hostilité à tout rapprochement avec le Front de rédemption (le JEM) et ses différences idéologiques avec leur programme politique de tendance islamiste.

Le chef des rebelles Al-Nour a par ailleurs confirmé que monsieur Minni Minawi, ancien leader du MLS, était sur le point de revenir au MLS après s'en être désolidarisé en concluant avec le régime soudanais l'accord d'Abuja le 5 mai 2006.

Abdelwahid Mohammed Ahmed Al-Nour a défendu l'idée d'un nouveau Soudan laïc et démocratique : où les citoyens seraient égaux, la religion et l'Etat séparé, où chaque citoyen verrait ses croyances respectées et la Démocratie instaurée.

Il a conclu sa déclaration en ces termes : «*je supplie l'OTAN et l'Union Européenne d'intervenir comme cela fut fait pour le Kosovo. Si rien n'est fait les Darfouriens risquent de disparaître*». «*Ne méritons-nous pas le même sort que le peuple du Kosovo, où l'OTAN est intervenue pour mettre fin au nettoyage ethnique ?*».

«*La Présidente de l'Union européenne Angela Merkel, le Président Jacques Chirac, le Président de la Commission européenne José Manuel Barroso, Javier Solana, monsieur Hans-Gert Pöttering Président du Parlement européen doivent prendre une initiative pour que le Darfour ne soit pas un nouveau Rwanda*» .

Après la traditionnelle séance de questions, monsieur Al-Nour s'est entretenu avec les responsables de l'association européenne *Sauver Le Darfour, SLD* et a échangé sur les solutions possibles pour obtenir l'implication des grandes puissances et mettre fin au génocide.

Le recours à des pressions internationales et à une intervention extérieure a été envisagé comme seule solution possible.

Sauver Le Darfour à Bruxelles pour le Darfour



Quelque 1000 personnes manifestent pour attirer l'attention sur la situation au Darfour, à Bruxelles, le 21 janvier 2007
© AFP Jacques Collet

Ce lundi 22 janvier 2007, les ministres européens des Affaires étrangères ont analysé comment financer la force de maintien de la paix de l'Union africaine (UA) et comment favoriser le déploiement de la mission hybride UA-ONU au Darfour.

Depuis juin 2004, la force de l'Union Africaine (Amis) s'est révélée incapable d'empêcher les combats entre tribus arabes nomades et tribus agricoles noires ainsi que les exactions des Janjawids, les milices arabes pro-gouvernementales.

Durant son mandat, Kofi Annan avait, en vain, tenter de mobiliser la Communauté internationale en qualifiant les atrocités du Darfour, « *d'enfer sur terre* ».

Malheureusement, malgré le vote de six résolutions par l'ONU, cette épuration ethnique a causé plus de 300 000 morts et 3 millions de déplacés.

Aujourd'hui, l'avenir du Darfour se joue entre Washington, Bruxelles et Pékin. A l'approche du 4^{ème} anniversaire du début de la guerre commencée en février 2003, des parlementaires et des ONG ont décidé de se mobiliser pour que les résolutions de l'ONU soient appliquées et que les Casques bleus soient enfin déployés dans cette région pour protéger les populations civiles.

Près de 1000 personnes ce sont rassemblées dimanche 21 janvier 2007 sur le rond-point Schuman à Bruxelles, avant de manifester devant le siège de la Commission européenne. Selon le Sénateur Alain Destexhe « *le Darfour constitue aujourd'hui la pire tragédie de la planète. Nous ne voulons pas que se répètent les tragédies du Rwanda ou de Bosnie* ».

Selon Mahor Chiche, Président du mouvement Sauver Le Darfour Europe (SLDE), cette première mobilisation européenne était fondamentale car « *la sortie de crise passe par une plus grande implication des Etats européens et de l'Union Européenne* ».

Ce lundi 22 janvier 2007 des experts ce sont également réunis à Bruxelles pour une conférence consacrée aux moyens de parvenir à un accord de paix global au Darfour. Et quelques jours plus tard, le nouveau Secrétaire général de l'ONU Ban Ki Moon s'est rendu à son tour à Bruxelles. Quelque chose a changé, le règlement de la crise du Darfour devient une priorité dans l'agenda politique des 27.

Le temps est venu pour la Communauté internationale et l'Union Européenne de s'engager en faveur de "*mesures coercitives*", économiques ou militaires. Mais, la situation est bloquée, et l'ONU ne pourra intervenir, car la Russie et surtout la Chine, partenaires économiques privilégiés du Soudan, sont opposées à toute intervention militaire de l'ONU.

Selon Monica Frassoni, co-présidente du groupe Vert au Parlement européen, « *le véritable problème réside dans l'attitude qu'il convient d'adopter avec ces gouvernements qui continue de soutenir le Soudan* ».

Pour Monica Frassoni et Sauver Le Darfour Europe, pour surmonter le veto chinois, il n'y a qu'une possibilité : rallier la Chine à la mobilisation internationale, en la rassurant sur la continuité de ses exploitations pétrolières au Soudan. Il en va de la vie de la grande majorité du peuple soudanais, depuis trop longtemps opprimé.

En cas de persistance, de l'immobilisme onusien, il faudra envisager la mise à l'écart du pouvoir de Khartoum par la constitution d'une coalition internationale. En effet, seul un front uni et déterminé de la communauté internationale permettra d'arrêter les massacres et de restaurer la démocratie au Soudan. Il faut donc exiger des 27 Etats européens de faire plus, que de financer la force africaine, de s'engager dans le règlement politique de la crise. Les outils de la Politique Européenne de Sécurité et de Défense le permettent ; et le principe de la responsabilité de protéger oblige à empêcher de nouveaux génocides.



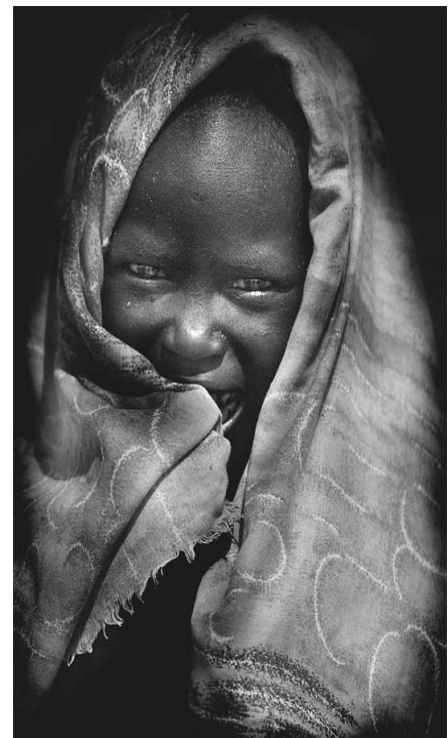
Selon Sauver Le Darfour Europe, une série de mesures telles que : l'application de l'interdiction de survol du Darfour, l'adoption de mesures visant à appliquer une pression économique sur le gouvernement soudanais en ciblant particulièrement les revenus du secteur pétrolier et les avoirs des dirigeants du régime, l'accélération des enquêtes actuelles de la Cour Pénale Internationale sur les crimes contre l'humanité déjà commis au Darfour, et la tenue d'élections libres sous supervision de l'ONU permettraient de rétablir la paix au Soudan en restaurant la Démocratie.



En silence, tout comme il y a douze ans au Rwanda, se déroule le premier génocide du 21ème siècle dans une région de l'Ouest du Soudan, le Darfour.
Depuis l'hiver 2003, 400 000 hommes, femmes et enfants y sont morts sans que l'on réagisse.
Les milices janjaweds, alliées du gouvernement soudanais de Khartoum tuent 10 000 personnes chaque mois.
De l'indifférence des peuples naît l'inaction des gouvernants.
Rejoignez SAUVER LE DARFOUR

10 rue st Claude
75003 Paris
SLD France
contact@sauverledarfour.org
www.sauverledarfour.org

AIDONS LES



Soutien original du Blog : <http://mae.cowblog.fr> de l'Appel Sauver Le Darfour

J'imagine que j'aurais été la première à trouver cet article des plus banals et à m'en désintéresser sans avoir vu ce film, c'est sûrement pour ça que je ne sais absolument pas quels mots employer pour réellement vous toucher, puisque l'importance est élevée cette fois...

Je pourrais évidemment vous inciter à cliquer sur le lien ce-dessus de plusieurs manières qui seraient toutes plus efficaces les unes que les autres :

+ L'intituler "Les 10 trucs infaillibles pour être complimenté"

+ Vous promettre 10 commentaires sur votre Blog si vous signez la pétition

+ Vous faire croire que si vous cliquez vous verrez une photo de mes seins

+ Assurer que la visite sur cette page vous rapportera des visiteurs

+ Ou encore vous dire que la Star Academy rejette catégoriquement cet Appel (votre haine envers cette dernière mélangée à votre fort esprit de contradiction...)

Mais pour une fois soyez moins cons que vous n'en avez l'air et essayez de prendre conscience de la guerre sans y chercher un intérêt personnel à la clef. Ne vous mettez pas à crier que vous trouvez que "franchement ceux qui font al guerre sont trop des connards" ; ce genre de pseudo-engagements, on s'en bats les (xxx), ça ne fait rien avancer, au contraire. Mais si vous pouviez vous occuper du sang qu'elle fait couler même si ça n'augmente pas votre popularité... Ou alors être « hype », mais l'être jusqu'au bout : avoir l'originalité de réellement s'affoler du génocide au lieu de prendre l'air détaché du mec ou de la nana particulièrement intelligent et suant de supériorité qui trouve que souhaiter la paix dans le monde c'est franchement niais. C'est sûrement juste une goutte d'eau dans l'océan que de s'intéresser au problème, mais c'est carrément le polluer que ne pas le faire, alors si ce n'est pas trop vous en demander, si ce Blog pouvait au moins servir....

Succès de la mobilisation sur le Val de Marne

Ce jeudi 25 janvier, près de 90 personnes se sont retrouvés au Centre Social Kennedy de Créteil pour échanger sur la situation humanitaire au Darfour.

En présence du Président de Sauver Le Darfour 94, Ygael Attali, et de Mahor Chiche Président de Sauver Le Darfour France, SLD quatre thèmes ont été abordé : **les éléments stratégiques du conflit, la question du génocide, le silence des médias et des partis politiques, les solutions à la crise.**

A l'énoncé du nombre de morts, du taux de mortalité des enfants 63% et de la persistance de la pratique de l'esclavage au Soudan, l'émotion est vive dans la salle ; puis les questions sur les moyens d'agir et d'aider fusent.

La soirée, débutée vers les 20h30 se termine avec un buffet où des idées d'action sont échangées. Des promesses sont dites, des tracts et des bracelets distribués, la Fédération 94 se prépare dès lors au prochain meeting se tiendra à Choisy-le-Roi le Jeudi 15 Février.

Martin COLOMER, Vice-président de SLD 94



Projection et débat sur le Darfour

Université de SCEAUX

Mercredi 7 février à 16h30 en salle Vedel
(Suivi d'un pot, salle Imbert)

Vous êtes tous conviés à cette initiative
pour soutenir le Darfour

En silence, tout comme il y a
douze ans au Rwanda, se
déroule le premier GENOCIDE
du 21ème siècle dans une
région de l'Ouest du Soudan, le
Darfour.

Depuis l'hiver 2003,
400 000 hommes, femmes et

enfants
y sont morts



www.SAUVERLEDARFOUR.org

En présence de

Mahor Chiche, Président de Sauver Le Darfour (SLD)

Aymeric Duvoisin, Secrétaire Général de SLD

Stephen N.Kinuthia, responsable d'un camp humanitaire pour Médecin sans frontières (sous réserve)

Pierre Lellouche, ex-président de l'assemblée parlementaire de l'OTAN (sous réserve)

PROCHAINE INITIATIVE

A partir de 20h00
à l'Amphitheatre
Espace Landowski,
28 avenue
Andre Morizet
Metro Marcel Sembat



MEETING DARFOUR JEUDI 1er Mars 2007

EN PRÉSENCE DE RÉFUGIÉS DU DARFOUR, D'HUMANITAIRES
ET DES RESPONSABLES POLITIQUES :

**FRANÇOIS BAYROU, RACHID KACI, BERNARD KOUCHNER,
FRANÇOIS HOLLANDE, CORINNE LEPAGE,
MARIE-NOËLLE LIENEMANN, PAUL QUILES...**

En silence, tout comme il y a
douze ans au Rwanda, se
déroule le premier GENOCIDE
du 21ème siècle dans une
région de l'Ouest du Soudan, le
Darfour.

Depuis l'hiver 2003,
300 000 hommes, femmes et

enfants
y sont morts



www.SAUVERLEDARFOUR.org

ENEZ NOMBREUX

Fred : 06 15 18 71 16 Mahor : 06 16 01 73 40
contact@sauverledarfour.org

L'Union européenne au Darfour : derniers recours ?

*Cepes, Centre d'études des Politiques Etrangères et de Sécurité,
Uquam, Montréal.*

*Par Mahor Chiche et Emmanuel Dupuy**

A l'appel de l'ancien Secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, de la Haut commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Louise Arbour, et sur demande des États de l'Union européenne (UE), les 47 membres du tout nouveau Conseil des droits de l'homme ont décidé d'envoyer une nouvelle mission d'enquête « pour évaluer la situation des droits de l'homme au Darfour », trois ans après la première mission, fin 2004, qui avait accusé le gouvernement soudanais de « crimes contre l'humanité ».

Pour Kofi Annan, le Darfour, cette province de l'ouest du Soudan, est « l'enfer sur terre ». Depuis février 2003, les milices Janjawids soutenues par le régime islamiste de Khartoum, attaquent les rebelles, sèment la terreur et massacrent les populations civiles des tribus musulmanes agricoles noires (non arabes) dites « africaines ». Le conflit du Darfour avait déjà fait plus de 300 000 morts, 3 millions de réfugiés et de déplacés et privé 500 000 personnes de toute aide humanitaire (selon Human Rights Watch en 2006). Ni les accords de paix scellés à Abuja en mai 2006, ni le renforcement des contingents de l'Union africaine (dans le cadre de la mission de l'Union africaine au Soudan, AMIS), ni le vote d'une énième résolution onusienne qualifiant les actes du régime soudanais de « crimes de guerre et de crimes contre l'humanité », n'ont mis fin à la catastrophe humanitaire.

Pas plus d'ailleurs que les appels répétés de la Cour pénale internationale (CPI), qui a d'ores et déjà dressé une liste de 51 personnes qu'elle souhaiterait voir déférer, ou ceux du Programme alimentaire mondial (PAM) qui estime à plus de 700 000 millions de dollars l'aide nécessaire pour nourrir les

Soudanais. L'enfer brûle toujours et s'étend au Tchad et à la République centrafricaine.

Les éléments stratégiques du conflit

Après 20 ans de guerre civile, un accord de paix entre le nord et le sud du pays a été signé en janvier 2005, sans que cela n'ait véritablement changé la posture du gouvernement central de Khartoum à l'égard des cultivateurs noirs du Darfour.

Dans un contexte de raréfaction des ressources alimentaires résultant d'une longue sécheresse et d'une forte croissance démographique, le régime soudanais s'est résolument engagé dans une politique d'éviction des populations « africaines » sédentaires au profit des nomades « arabes » réputés plus proches du pouvoir. La découverte récente de ressources minières et pétrolières au Darfour semble avoir renforcé cette politique. Le Soudan produit 500 000 barils/jour et représente près de 6% des importations chinoises de pétrole. Cette donnée n'est probablement pas étrangère à l'opposition de la Chine au sein du Conseil de sécurité à toute intervention et explique aussi les velléités américaines dans la zone. Ces derniers étant fortement préoccupés par la sécurité de l'oléoduc entre le lac Tchad et Kribi au Cameroun, souhaitent avant tout éviter toute déstabilisation régionale touchant le Tchad et la République Centrafricaine.

Dans ce contexte, plusieurs mouvements rebelles ont pris les armes. Les deux principaux groupes sont le Mouvement de Libération du Soudan (SLM) et le Mouvement pour la justice et l'égalité (JEM). Aujourd'hui seul le Front National de Rédemption (FNR, l'ancien JEM) continue la lutte. Le SLM observe un cessez-le-feu conformément à un accord

signé avec le gouvernement soudanais sous l'égide de l'Union Africaine, accord dont le FNR n'est pas signataire.

L'inaction de la communauté internationale s'est longtemps fondée sur les risques de déstabilisation régionale et le souci du maintien de la fragile paix entre le nord et le sud du Soudan, depuis l'accord de paix global signé entre le gouvernement fédéral soudanais et le Mouvement de Libération du Soudan (MPLS, dirigé par Salva Kiir, actuel Vice-Président du Soudan). L'échec actuel de la pression diplomatique semble être le résultat direct des menaces de veto chinois, partenaire économique de poids du Soudan, et russe, qui reste un pourvoyeur d'armes important pour Khartoum.

Un pouvoir contesté

La proclamation, en 1983, de *la Charia*, Loi islamique reléguant les non musulmans au rang de citoyens de seconde classe, fut une des causes principales de la guerre entre le gouvernement de Khartoum et le sud peuplé majoritairement d'animistes et de chrétiens.

En 1989, alors que le gouvernement et le parlement démocratiquement élus s'apprêtaient à conclure la paix avec le sud Soudan et à supprimer la Charia, le parti islamiste (FNI, Front National Islamique, fondé par l'idéologue Hassan el Tourabi), qui n'avait recueilli que 10 % des voix lors des premières élections libres, prend le pouvoir par la force. Dès 1991, le régime de Khartoum théorise la notion d'infériorité des « africains noirs ».

Depuis, le président Omar el-Béchir exerce son pouvoir sans partage. Au Soudan, le multipartisme affiché a des limites. Si plusieurs partis politiques islamiques sont présents (Baas, Oumma, etc.), un seul exerce sa domination : le Congrès national. Aux législatives de 2000, il a ainsi remporté 355 sièges sur 360. Les partis d'opposition sont interdits et seules les candidatures personnelles sont autorisées.

Lors des dernières élections présidentielles de 1996, le président sortant fut le seul des 41

candidats en lice à pouvoir prétendre faire campagne et obtint 86,6% des suffrages.

L'illusoire efficacité d'une force internationale hybride

Assurément, le nouveau dispositif prévu de force hybride UA-ONU n'offrira qu'une assistance technique insuffisante pour faire face à l'ampleur de la crise. Cette nouvelle proposition, comme les accords de paix d'Abuja et la récente prorogation du mandat de l'Union africaine de six mois, risque d'apparaître comme de la « poudre aux yeux ».

Au nom du principe de « la responsabilité de protéger » consacré en droit international, les Nations unies doivent intervenir au Darfour et assurer une opération de maintien de la paix renforcée. Un nouvel échec du multilatéralisme conduirait vraisemblablement à une opération américano-britannique solitaire. Depuis plusieurs semaines, en effet, les États-Unis et la Grande-Bretagne étudient les possibilités de frappes aériennes contre des objectifs militaires soudanais ciblés. Les deux pays ont d'ailleurs haussé le ton début en décembre 2006 en menaçant d'interdire de survol les avions soudanais, soupçonnés d'épauler les milices sur le territoire du Darfour. Le Canada aussi envisage d'ailleurs d'intervenir de plus en plus sérieusement.

L'impuissance de l'ONU est surmontable : le rôle de la France et de l'Europe

L'État soudanais refuse toujours la présence d'une force internationale sur son territoire, sous prétexte que la décision lui serait imposée de l'extérieur. Dans ce contexte, l'Union européenne, et plus particulièrement la France, pourraient jouer un rôle moteur pour rétablir la paix. Afin d'éviter que cette action ne soit perçue comme une initiative américano-otanienne, l'UE devra faire preuve d'un volontarisme politique soutenu en réaffirmant le rôle qu'elle entend jouer « hors zone » (européenne).

En premier lieu, en refusant de se contenter de la résolution 1706, dont l'application reste subordonnée à l'accord de Khartoum, l'Union Européenne pourrait agir concrètement en prenant l'initiative d'une nouvelle résolution de l'ONU autorisant l'usage de « mesures coercitives » et organisant enfin le déploiement de Casques bleus au Darfour. Dans une telle hypothèse, une mission militaire européenne pourrait venir en soutien de celle de l'ONU. En août 2006, la mission européenne en République Démocratique du Congo (EUFOR RD Congo), en soutien de la mission de l'ONU (MONUC), a démontré l'efficacité d'un tel dispositif dans lequel l'UE a réaffirmé une vision propre de la sécurité internationale s'inscrivant dans le cadre du multilatéralisme. En raison des risques de veto russe et chinois, l'action de l'ONU a cependant peu de chances d'aboutir.

Pour sortir de l'impasse, une autre démarche est envisageable. En vertu du Titre V du Traité de l'UE consacré à la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC), un État de l'UE peut assumer de sa propre initiative une mission de Politique européenne de Sécurité et de Défense (PESD). L'Union européenne peut ainsi planifier et conduire des opérations autonomes, comme elle l'a fait sous l'égide de la France avec l'opération Artémis en République démocratique du Congo en 2003. Elle y a déjà eu recours également en Macédoine (opération Concordia en 2003) et actuellement dans le cadre de la relève de la

SFOR en Bosnie-Herzégovine (opération Altéa depuis décembre 2004). La France pourrait ainsi, en qualité de « nation cadre » d'une opération militaire européenne, avec des règles d'engagement claires, sous chapitre VII de la Charte des Nations Unies, en ayant accès aux moyens militaires et capacités collectives de l'OTAN, conformément à l'accord dit « Berlin Plus » de 2003, pleinement « assumer l'exercice de son droit d'initiative en matière de gestion de crise internationale et la responsabilité de la coordination d'une intervention militaire ». Cette mission de gestion de crise couplerait ainsi la légitimité du multilatéralisme, la cohérence de la PESD et les moyens militaires et logistiques de l'Alliance.

Surmonter les blocages pour agir vite

La réaction de l'ONU se faisant attendre, il est du devoir de la Communauté internationale en générale, de l'Europe et de la France en particulier de réagir avant que certaines communautés du Darfour ne disparaissent totalement. Face au blocage actuel et semble-t-il durable de la situation, une prise de conscience collective quant à la légitimité d'une présence internationale est devenue plus que nécessaire. L'Europe qui a aussi des intérêts économiques à défendre au Soudan ne peut pas rester les bras croisés. L'UE qui finance déjà la force de l'AMIS doit faire un pas de plus pour sauver le Darfour, avant qu'il ne soit définitivement trop tard.

Pour aller plus loin :

- *Save Darfur, collectif américain engagé sur la médiation de la situation humanitaire et politique au Darfour : www.savedarfur.org*

- *Réseau francophone de recherche sur les opérations de maintien de la paix : www.operationspaix.net*

- *Sauver Le Darfour, site d'information européen sur le Darfour: www.sauverledarfour.org*

- *Institut Prospective et Sécurité de l'Europe (IPSE) : www.ipse-org.eu*

* **Respectivement Président de Sauver Le Darfour (SLD) et Président de l'Institut Prospective et Sécurité de l'Europe (IPSE).**

Sauver Le Darfour et ENTREVUE

rompent le silence médiatique sur le Darfour

La crise du Darfour a déjà fait plus de **300.000 morts et 3 millions de déplacés** dans le silence médiatique et l'indifférence politique.

Trois magazines : TOC, 20 ans et ENTREVUE ont décidé de soutenir l'Appel de l'association européenne Sauver Le Darfour.

Le numéro d'ENTREVUE de février consacre 6 pages au silence médiatique entourant le Darfour, montre des images et chiffres chocs, et relaie la campagne d'interpellation des citoyens et décideurs politiques de Sauver Le Darfour !

Sauver Le Darfour invite l'ensemble des médias français, en particulier télévisés, à réfléchir sur la faible place des questions de politique étrangère dans la campagne électorale actuelle et à consacrer plus de temps, d'images et d'analyses aux atrocités commises au Darfour.

Pour Sauver Le Darfour, il est urgent que les candidats à la présidentielle expliquent ce qu'ils comptent faire sur les questions de politiques étrangères et en particulier pour le Darfour. L'association Sauver Le Darfour demande donc de nouveau à l'ensemble des candidats :

Si vous êtes élu(e)s que comptez-vous faire pour le Darfour ?



DARFOUR DEJA 300.000 morts et 3 millions de déplacés

Déjà testée au Rwanda,
l'indifférence ça marche
aussi au Darfour.

(Déjà 400 000 morts, 10 000 morts par mois

**Madame Ségolène Royal,
Monsieur Nicolas Sarkozy,**

si vous êtes élu(e),
que comptez-vous faire
pour le Darfour ?



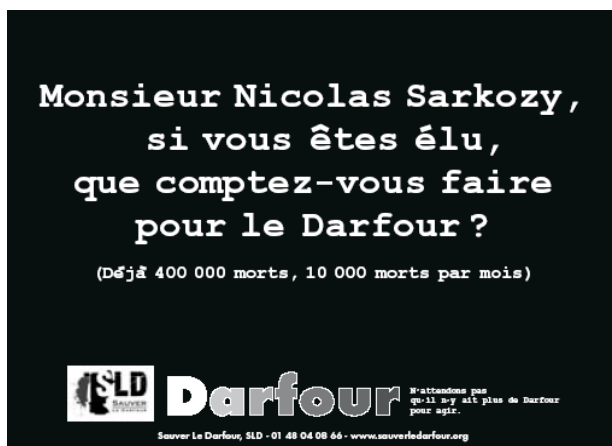
Darfour

N'attendons pas
qu'il n'y ait plus de Darfour
pour agir.

Mobilisation des décideurs politiques français

En pleine période d'élaboration programmatique et de désignation de candidats à la plus haute fonction de notre pays, l'association *Sauver Le Darfour*, SLD demande à l'ensemble des candidats :

Si vous êtes élu(e)s que comptez-vous faire pour le Darfour ?



A travers l'interpellation de Madame Ségolène Royal et de Monsieur Nicolas Sarkozy c'est bien l'ensemble de la classe politique qui est interrogée sur son programme d'action pour le Darfour et la démocratisation du Soudan.

Face à l'ampleur du premier génocide du XXI^{ème} siècle, l'association **Sauver Le Darfour, SLD invite l'ensemble des candidats à proposer : que la France prenne l'initiative du vote d'une résolution de l'ONU organisant le déploiement d'une force de protection des civils du Darfour.**

Cette force d'interposition aidera à la paix ainsi qu'à la stabilité du Soudan et de la région.

Sauver Le Darfour invite également l'ensemble des citoyens à **créer des comités locaux pour le Darfour** afin de mettre au cœur du débat sur les questions internationales : le conflit du Darfour.

Les réponses :

*** Décembre-janvier 2006 : Tristan MENDES France** (Secrétaire général de l'Institut Pierre Mendès France), **Jacques GENEREUX** (économiste, responsable PS, fondateur du club Renouveau Socialiste Européen RSE) **et le Parti Radical de Gauche (PRG) ont accepté de soutenir l'Appel de l'association Sauver Le Darfour, SLD.**

De nombreux élus locaux et citoyens ont d'ors et déjà décidé de se joindre à *Sauver Le Darfour, SLD.*

L'association *Sauver Le Darfour* s'engage à continuer tout au long de la campagne présidentielle à demander aux candidats de soutenir notre résolution pour arrêter les massacres au Darfour.

Retrouvez le Chat du Président de *Sauver Le Darfour, SLD* sur :

<http://www.20minutes.fr> et <http://www.sauverledarfour.org>